

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du logement et de l'habitat durable

Direction générale de l'aménagement, du
logement et de la nature

Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des
paysages

Sous-Direction du financement et de l'économie
du logement et de l'aménagement

Bureau du budget du logement et de
l'aménagement

E00

Instruction du Gouvernement du 26 Juillet 2016

**relative au contrôle hiérarchique des procédures d'attribution de subventions versées au
titre de l'Anah et du programme Habiter Mieux**

NOR : LHAL1616920J

(Texte non paru au journal officiel)

La ministre du logement et de l'habitat durable,

à

Pour exécution :

Préfets de région de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion

- Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL)

Préfets de département

- Direction départementale des territoires (et de la mer) [DDT(M)]
- Unité territoriale de la Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL)

Pour information :

Secrétariat général du Gouvernement,

Secrétariat général du MEEM et du MLHD

Préfets de région

- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)
- Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL)

Agence nationale de l'habitat (Anah)

Résumé : Instruction rappelant l'attention à porter sur le contrôle hiérarchique interne dans le cadre du processus d'attribution des subventions versées au titre de l'Anah et du programme Habiter mieux

Catégorie : directive adressée par la ministre aux services chargés de leur application		Domaine : Logement	
Type : Instruction du gouvernement <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> et /ou		Instruction aux services déconcentrés <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
Mots clés liste fermée : Logement		Mots clés libres : Contrôle hiérarchique interne, subventions Anah et programme Habiter mieux	
Texte (s) de référence : loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, l'instruction du 29 février 2012 révisée relative aux contrôles			
Circulaire(s) abrogée(s) :			
Date de mise en application : immédiate			
Pièce(s) annexe(s) :			
N° d'homologation Cerfa : :			
Publication	B.O <input checked="" type="checkbox"/>	Site Circulaires.gouv.fr <input checked="" type="checkbox"/>	Non publié <input type="checkbox"/>

L'article 3 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a réaffirmé l'objectif de la France de rénover énergétiquement 500 000 logements par an à compter de 2017, dont au moins la moitié occupée par des ménages aux revenus modestes.

Le renforcement des objectifs du nombre de logements rénovés dans le cadre du programme Habiter Mieux, porté par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), participe de cette volonté de l'Etat de mener une politique volontariste au service de nos concitoyens pour leur permettre d'être moins vulnérables sur le plan énergétique. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, je sais compter sur la mobilisation des personnels de l'Anah et des agents des services déconcentrés de l'Etat qui lui apportent son concours.

Cette ambition renforcée doit s'accompagner d'une qualité de service constante et d'une vigilance accrue en matière de maîtrise des risques liés à l'identification, la constitution et l'instruction des dossiers de demandes de subventions.

La loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires a renforcé les principes qui s'imposent aux agents publics dans la conduite de leurs missions, en particulier en matière de prévention de conflits d'intérêts, d'impartialité, d'intégrité et de probité.

Ainsi, la loi renforce la responsabilité hiérarchique en introduisant une obligation pour tout chef de service de veiller au respect de ces principes dans les services placés sous son autorité. De plus, elle fait obligation à tout agent de veiller à faire cesser immédiatement ou à prévenir les situations de conflit d'intérêts dans lesquelles il se trouve ou pourrait se trouver.

Par ailleurs, le contexte contraint des finances publiques rend d'autant plus impérative la rigueur dans l'utilisation des fonds publics.

L'ensemble de ces éléments justifie la mobilisation de l'ensemble de la chaîne hiérarchique afin de garantir la régularité et la qualité des procédures d'attribution des subventions.

Outre le respect des instructions produites par l'Anah, et notamment l'instruction du 29 février 2012 révisée relative aux contrôles, le rôle de chacun dans le dispositif de contrôle hiérarchique, y compris celui que vous exercez en tant que délégué de l'agence dans le département et celui de l'échelon directionnel des directions départementales, doit être clairement défini.

Je vous demande en conséquence de formaliser ou d'actualiser le cadre et les modalités que vous avez retenus concernant le contrôle hiérarchique des procédures d'attribution de subventions versées au titre de l'Anah et du programme Habiter Mieux, et à veiller à leur stricte mise en œuvre. Une note décrivant l'organisation retenue dans chaque département devra être transmise dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente instruction à la Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (Ph3.Dgaln@developpement-durable.gouv.fr).

La présente instruction du Gouvernement sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère du logement et de l'habitat durable et sur le site *Circulaires.gouv.fr*.

Le 26 juillet 2016

La ministre du logement et de l'habitat durable,

Emmanuelle COSSE